



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

TOUS RESPONSABLES !

En entendant le Président de la République, on a l'impression qu'il a le sentiment que les Français ont oublié qu'il y a près d'un an que l'épidémie s'est déclarée.

Aujourd'hui, même discours sur le dévouement des personnels soignants qui, s'ils ont obtenu une première augmentation de salaire n'ont toujours pas la totalité des moyens leur permettant d'exercer leur métier dans de bonnes conditions en constatant chaque jour que rien n'a été fait pour faire évoluer le nombre de personnels et des lits.

Il est bien indiqué que les malades qui ne sont pas atteints de la Covid doivent se faire soigner dans le même temps où le nombre de lits et de personnels sont en nombre insuffisant pour le faire.

Combien de morts devra-t-on comptabiliser parce que les moyens ne sont pas donnés malgré les mois qui viennent de passer ?

Si nous pouvons être satisfaits de voir les lieux de culture ouverts de nouveau, nous constatons également que les restaurants comme les bars ne pourront le faire. Les petits commerces dont personne ne comprenait la fermeture, ouvriront dès le 28 novembre alors qu'ils n'auraient jamais dû fermer.

Mais attention, durant plusieurs semaines encore pas de rassemblements sous peine d'être sanctionnés. Puis, dès le 15 décembre retour à la case départ avec le retour du couvre-feu dès 21H jusqu'à 7H du matin.

Pas de rassemblements, couvre-feu, maintien des attestations, des contrôles, des amendes ; Merci Monsieur le Président, c'est vrai que c'est une belle amélioration de la situation. La liberté est de retour !

Et puis, comme tout au début de la crise, le Président nous promet le vaccin comme il avait promis les masques, les médicaments, les respirateurs, le vaccin contre la grippe que les Français attendent désespérément ; comme il nous dit que 5 300 000 personnes vont être aidées à hauteur de 100 à 150€ alors qu'il y a 10 millions de pauvres en France aujourd'hui.

Paroles, paroles, paroles si nous y ajoutons encore le fait qu'il annonce des mesures pour les jeunes...lesquelles ?

La crise sanitaire nous aurait permis de transformer l'hôpital. Un véritable scandale que d'affirmer cela quand nous constatons les attaques portées encore aujourd'hui contre lui.

Rassemblements interdits ? Cela n'a pas empêché les journalistes de se rassembler par milliers, place du Trocadéro, pour s'opposer à la loi globale sécurité.

Nous y étions, comme nous appelons à participer au nouveau rassemblement, place de la Bastille, du 28 novembre 2020 contre cette loi qui marque tous les accents d'un régime autoritaire, totalitaire et d'un état policier.

Ce président qui affirme dans son intervention qu'il ne faut pas nous laisser nous emporter. Donnera-t-il les ordres à "ses préfets" pour que le rassemblement de la Bastille contre sa loi d'atteinte à toutes les libertés soit réprimé comme cela a été le cas contre les hommes et les femmes qui s'étaient installés place de la République parce que "leur conseil de défense", "leur conseil scientifique", "leur loi d'urgence sanitaire", "leur couvre-feu" n'ont à aucun moment penser à accueillir ces hommes et ces femmes dans des conditions décentes de logement et de vie.

Ce 28 novembre, nous serons présents pour dire que nous nous opposons et exigeons le retrait de la loi globale sécurité mais également pour dire que nous condamnons toutes les violences que nous avons vécues dans les manifestations depuis les mobilisations contre la remise en cause des retraites, que nous condamnons toutes les violences vécues par les lycéens et les étudiants depuis plusieurs années, que nous condamnons toutes les violences marquant tous les rassemblements de la dernière période et les sanctions imposées à des militants syndicaux mobilisés contre la fermeture des urgences de l'Hôtel Dieu.

Nous condamnons les comportements du Ministre de l'Intérieur et du Préfet de police qui trouvent choquant ce qu'ils ont vu place de la République alors qu'ils sont les donneurs d'ordre.

Pour le Président, dans la crise sanitaire, nous sommes responsables de ce qui pourrait être un 3^{ème} confinement mais à aucun moment il ne considère que ceux que nous venons de citer, sont tous responsables des violences et de la colère que développent les Français aujourd'hui.

Le 28 novembre, nous nous opposerons aux atteintes contre la liberté de la presse et aux atteintes aux libertés et au droit de manifester.

La République, rien que la République, toute la République.

Paris, le 25 novembre 2020